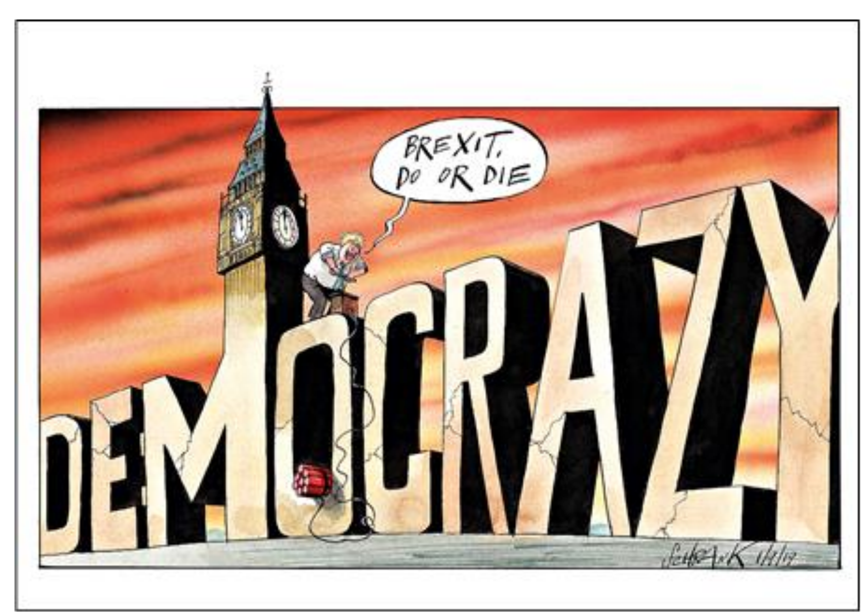
L'impact du Brexit sur Israël et les États arabes voisins en période de crise du COVID-19

Dirk Kohnert [1]



„*Democrazy*" [2]

Résumé : Les effets combinés du Brexit et de la pandémie de COVID-19 sur les relations étrangères et commerciales britanniques avec Israël et ses voisins arabes constituent un cas particulièrement sensible. Une déstabilisation de ces pays pourrait avoir un impact sérieux sur la stabilité et la sécurité, non seulement de la région du Moyen-Orient, mais dans le monde entier. Jusqu'à présent, les effets préliminaires sont ambivalents. Alors que les Britanniques nourrissaient un espoir raisonné d'un « miracle de Corona » et d'une merveilleuse reprise économique en 2021, les perspectives pour Israël, les territoires palestiniens occupés, le Liban, la Jordanie et l'Égypte étaient moins roses. Vraisemblablement, le Brexit est susceptible de nuire au Royaume-Uni à moyen et long terme. L'impact post-Brexit sur Israël et ses voisins arabes sera également négatif, mais ne se fera probablement sentir qu'à moyen et long terme aussi. Cependant, les effets négatifs directs et indirects de la crise mondiale du COVID-19 dépasseront de loin l'impact du Brexit.

Mots-clés : Brexit, pandémie de COVID-19, Corona, croissance économique, Israël, Palestine, Liban, Jordanie, Egypte, Royaume-Uni, commerce international, zone de libre-échange, union douanière, Anglosphère

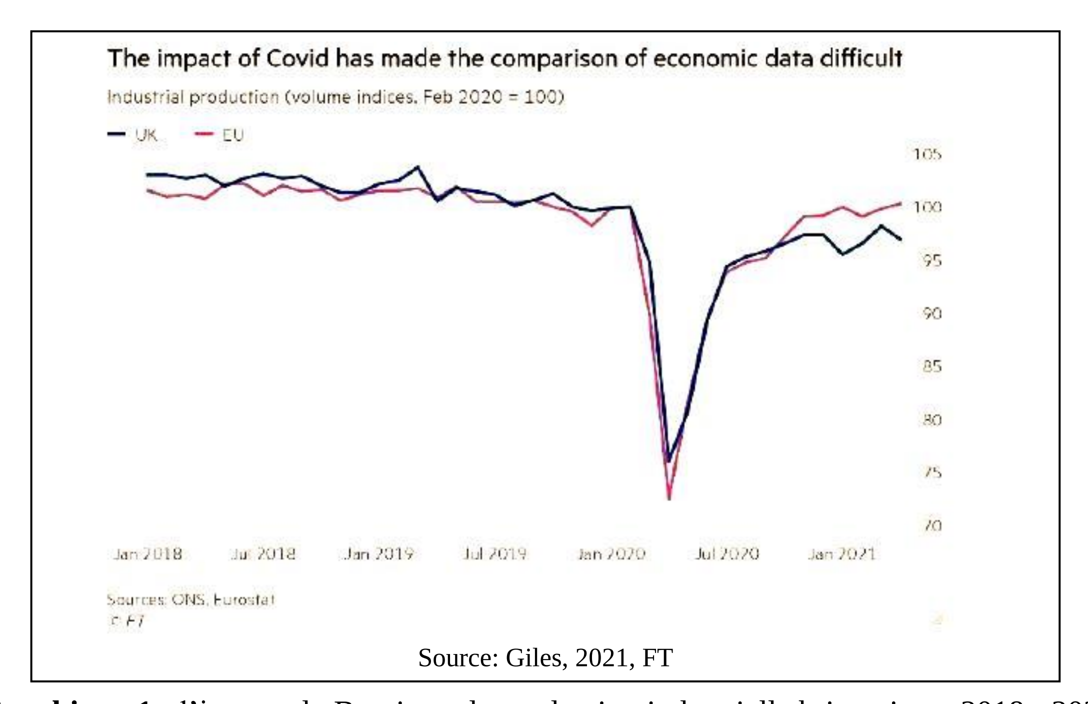
JEL-code: F13, F15, F22, F52, F68, I14, N1, N40, O24, O5, Z13

[1] ,Dirk Kohnert, directeur adjoint (retraité) de l'Institut d'Études des affaires africaines, GIGA, Hamburg. *Projet :* 8 août 2021.

[2] Schrankartoons.com (consulté le 6 août 2021) - Le caricaturiste Peter Schrank a publié le dessin dans le *Sunday Business Pos*t, montrant le Premier ministre Boris Johnson comme "l'homme de démolition" de Westminster (Sayers, 2019). - Peter Schrank est un caricaturiste politique, publiant entre autres dans le *The Ecomist*, *Basler Zeitung*, *The Guardian* et *The Times* (*Linkedin*, Peter Schrank).

1. Introduction

Les Britanniques ont voté à 52 % contre 48 % en faveur de la sortie de l'Union européenne (UE) lors d'un référendum le 23 juin 2016. Les règles du Brexit en vigueur depuis le 31 janvier 2020 nuisent à l'économie britannique. Depuis l'expiration de la période de transition le 31 décembre 2020, le Royaume-Uni (RU) ne fait plus partie de l'union douanière de l'Union européenne et du marché commun européen. Pourtant, l'ampleur des dégâts, frappant le commerce et aggravant les pénuries de main-d'œuvre, est encore incertaine, car l'impact est surchargé par l'effet économique de la pandémie de Covid-19 (Giles, 2021).



Source: Giles, 2021, FT

Graphique 1 : l'impact du Brexit sur la production industrielle britannique, 2018 - 2021

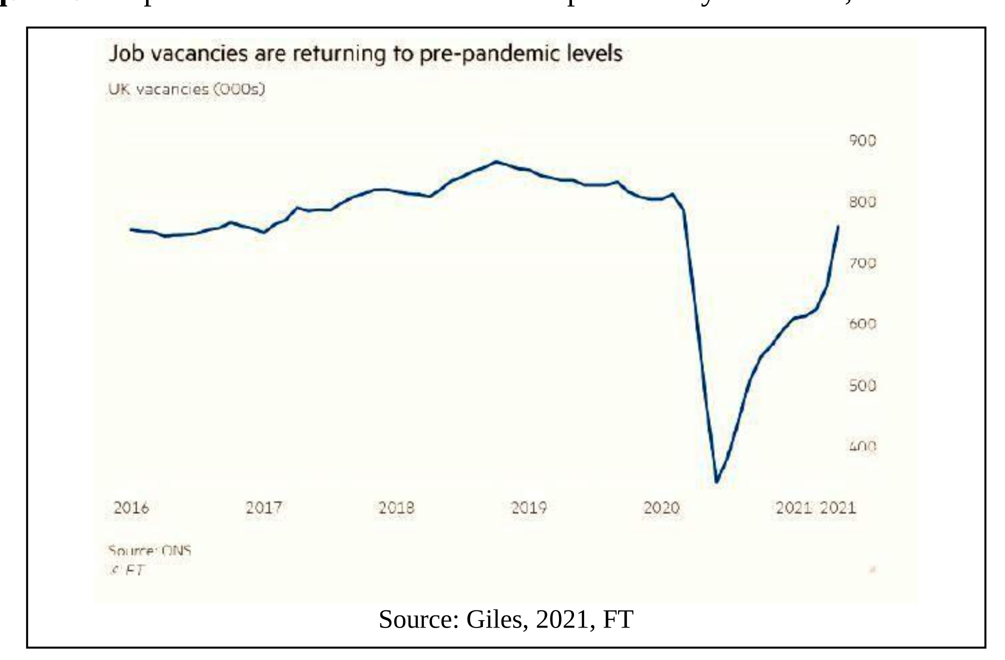
Les effets du Brexit se sont d'abord manifestés concernant le commerce des marchandises. Mais l'impact estimé dépend largement des statistiques utilisées. Selon l'Office for National Statistics (ONS) du Royaume-Uni, les exportations vers l'UE étaient inférieures de 5 % en avril 2021 à celles de décembre dernier, mais ont diminué de 24 % selon Eurostat sur la même période (Giles, 2021). De même, la valeur des importations de marchandises de l'UE vers le RU a baissé de 19 % sur la même période, selon l'ONS, alors qu'Eurostat n'a enregistré qu'une baisse de 13 %..

Pourtant, les économistes s'accordent généralement sur les effets à long terme du Brexit, par exemple sur une réduction du PIB britannique d'environ 4 % par rapport au maintien à l'intérieur de l'UE. Pour les années à venir, tout dépend du degré de rupture de la chaîne d'approvisionnement entre la Grande-Bretagne et l'UE-27 ainsi que de la mesure dans laquelle le RU devient moins attrayant pour les investisseurs.

De plus, les nouvelles restrictions concernant les mouvements de main-d'œuvre, introduites avec le Brexit, limitant les droits des citoyens de l'UE à venir travailler en Grande-Bretagne, ont suscité des inquiétudes quant aux pénuries de main-d'œuvre (Giles, 2021). Même si, là encore, il est difficile de faire la différence. Les pénuries de main-d'œuvre résultent d'un mélange d'impacts de la crise du Covid et du Brexit. Des tendances similaires ont été observées dans d'autres pays de l'UE, ce qui suggère qu'il ne s'agit pas uniquement d'un effet

Brexit. Les employeurs ont dû se rendre compte dans certains secteurs, tels que les services sociaux, que l'époque où ils pouvaient s'attendre à ce que la main-d'œuvre soit librement disponible était révolue et qu'au contraire, ils devaient payer plus pour garantir la disponibilité du personnel (Giles, 2021).

Graphique 2 : l’impact du Brexit sur les offres d'emploi au Royaume-Uni, 2016 - 2021



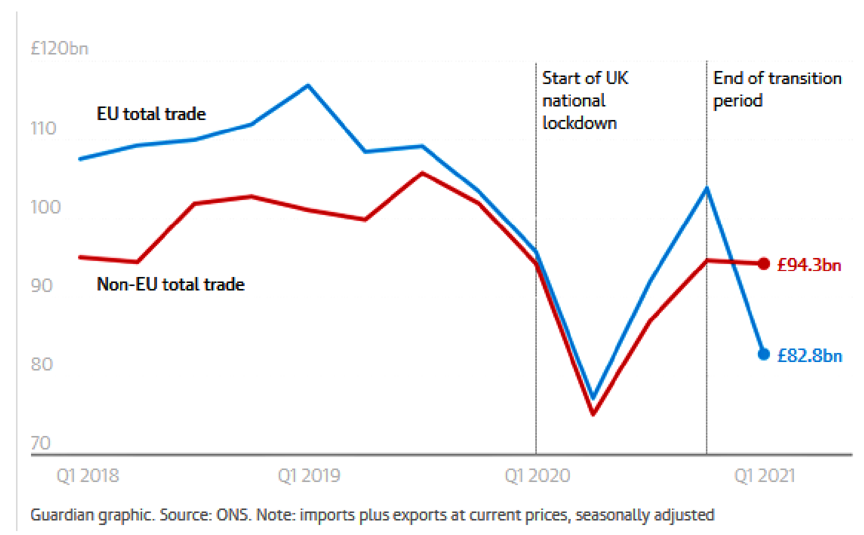
Source: Giles, 2021, FT

Les partisans du Brexit comme le Premier ministre Boris Johnson ont affirmé que quitter l'UE permettrait à la Grande-Bretagne de « reprendre le contrôle ». Mais alors, les avantages du Brexit pour le RU ne sont pas évidents non plus. Londres a rapidement transposer de nombreux accords commerciaux avec des pays qui avaient déjà des accords avec l'UE. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Boris Johnson, avait déjà promis avant le vote sur le Brexit en 2016 un "succès titanesque" de l'union envisagée de CANZUK avec les anciennes colonies de colons blancs de l'empire britannique, destinée à remplacer le marché perdu de l'UE (Kohnert, 2021). Cependant, les économistes sont sceptiques quant à l'effet net positif de l'accord. Même l'analyse d'impact par le gouvernement britannique a suggéré un gain total de seulement 0,02 % à long terme (Giles, 2021).

Cependant, récemment, les Britanniques se sont étonnés d'un "miracle de Corona" perçu. Lorsque Boris Johnson a confirmé la fin de presque toutes les restrictions COVID-19 le 19 juillet 2021, les prévisions sombres abondaient. L'épidémiologiste Neil Ferguson de l'Imperial College London, membre du conseil consultatif de Covid SAGE, a averti qu'une augmentation à 100 000 voire 200 000 nouvelles infections par jour serait presque inévitable (Plickert, 2021).

Pourtant, les infections jusqu'à présent n'ont pas augmenté de manière substantielle. Au contraire, le début août 2021, près de 22 000 nouvelles infections ont été signalées et les admissions à l'hôpital, ainsi que les décès, n'ont également augmenté que modérément depuis juillet.

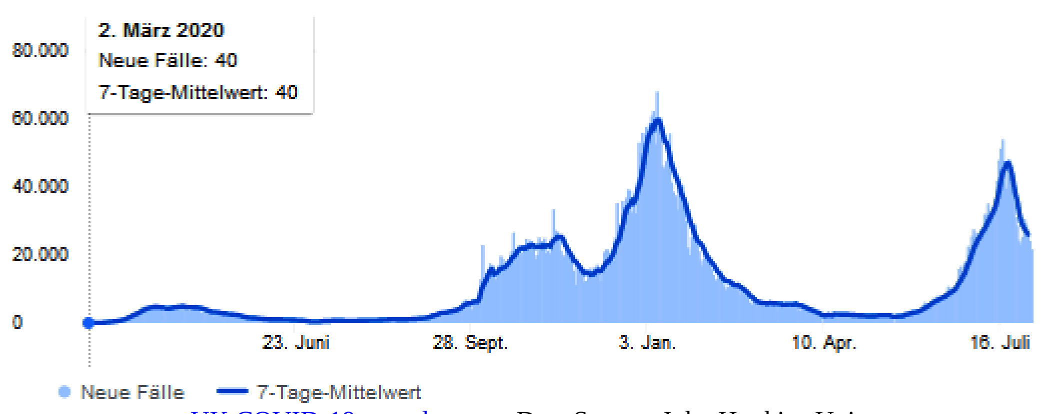
Graphique 3 : commerce de marchandises du RU après le Brexit avec les pays non-membres de l'UE a dépassé celui avec l'UE,
1er trimestre 2021



Source: The Guardian, Partington, 2021

Cependant, la question demeure de savoir si la protection par le taux de vaccination élevé des Britanniques va durer. Près de 73 % des adultes ont reçu deux doses du vaccin et 89 % une dose. Selon l'Office britannique des statistiques nationales (ONS) à Newport, neuf adultes sur dix ont des anticorps contre le Covid, soit parce qu'ils ont été vaccinés, soit parce qu'ils se sont rétablis.

Graphique 4 : cas confirmés de COVID au RU, mars 2020 à juillet 2021



UK COVID-19, google news. Data Source: John Hopkins Univ.

De plus, le RU est susceptible d'amorcer une merveilleuse reprise économique. Selon les prévisions du FMI, la Grande-Bretagne affichera l'un des taux de croissance les plus élevés au monde avec environ 7 % en 2021. Ainsi, le niveau d'avant la crise COVID-19 pourrait être à nouveau atteint d'ici la fin de 2021 selon la Banque d'Angleterre (Plickert, 2021).

.

Dans ce qui suit, je voudrais me concentrer sur l'impact combiné du Brexit et de la pandémie de COVID-19 sur Israël et ses voisins arabes (Palestine, Liban, Jordanie, Egypte), l'une des régions de crise les plus virulentes du monde de longue date. Une déstabilisation politique et socio-économique de ces pays par la crise de Corona et les effets post-Brexit pourrait

sérieusement affecter la stabilité et la sécurité non seulement de la région du Moyen-Orient, mais du monde entier.

2. L'impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur Israël

2.1 L'impact du Brexit sur Israël

Caricature 2 : la sortie du Premier ministre Boris Johnson de l'UE



'Le Premier ministre Boris Johnson en tant que prisonnier, ravi de sortir des portes.de (UE) KZ-Auschwitz [3]

Selon les données préliminaires, le Brexit n'aura qu'un impact limité sur les relations économiques d'Israël avec la Grande-Bretagne (Miskimmon & O'Loughlin, 2019). Le commerce bilatéral Israël-RU, qui s'élevait à environ 5,13 milliards de livres sterling (£) (US$ 7,01 milliards; 22,8 milliards de shekels)) en 2019 (Accord de libre-échange du Royaume-Uni, Wikipédia), était régi par des accords commerciaux Israël-UE. Un nouvel accord commercial bilatéral Israël-RU, qui a remplacé l'accord Israël-UE, a déjà été conclu le 18 février 2019, entrant en vigueur le 1er janvier 2021 (ibid.; Cottrell, 2020).

Cependant, le Brexit pourrait modifier considérablement la politique étrangère de l'UE à l'égard d'Israël, qui était jusqu'ici généralement perçue par les Israéliens comme biaisé envers la Palestine. Lorsque Londres avait encore de l'influence à Bruxelles, elle résistait généralement aux efforts diplomatiques de Paris et de Berlin. Ce dernier souhaitait que la politique étrangère de l'UE implante une solution durable au conflit israélo-palestinien, fondée sur deux États arabes et israéliens souverains. La Grande-Bretagne, d'autre part, a soutenu la diplomatie américaine, favorisant Israël, qui était partial contre un État palestinien vraiment indépendant. Cela a été controversé étant donné la responsabilité historique de la Grande-Bretagne en tant qu'ancienne puissance coloniale pour le sort des Palestiniens. Par conséquent, les Palestiniens et leurs partenaires arabes attendent plus de la Grande-Bretagne mondiale renouvelée que de simples paroles creuses (Greene, 2019; Quilliam, 2021).

Pourtant, la position de Londres en tant qu'allié proche d'Israël sera probablement affaiblie par le Brexit de toute façon. En cas de Brexit déclenchant un déclin du rôle traditionnel de la

---

[3] Dessin animé – Source : *Jerusalem Post, 16 December 2019*; capture d'écran du compte *Twitter* de Mario Improta.

Grande-Bretagne en tant que médiateur entre l'Europe et les États-Unis, parce que Washington reconnaît que Londres a eu moins d'influence à Bruxelles depuis sa sortie de l'UE, cela pourrait également réduire l'importance du soutien britannique à Tel Aviv (Jérusalem) au détriment de la suprématie d'Israël dans la région palestinienne (Cottrell, 2020).

En outre, étant donné que la plupart des économistes, ainsi que la littérature économique, conviennent que le Brexit est susceptible de nuire à l'économie britannique, y compris une diminution significative du revenu réel par habitant du RU à moyen et long terme, l'influence de la Grande-Bretagne sur la scène politique internationale est susceptible de s'estomper aussi. En conséquence, la valeur du soutien de Londres au régime israélien sera c. p. diminuer, même si le Royaume-Uni investirait dans une relation renforcée avec Israël (Cottrell, 2020).

De plus, le Brexit représente une tendance mondiale au renouveau du nationalisme populiste de droite. La politique de Donald Trump « L'Amérique d'abord » n'était que la pointe de l'iceberg. Ni Israël, ni le RU, ni l'UE ne font exception à la règle. Une proportion croissante de la population de l'UE ne se sent pas européenne, mais britannique, française, allemande, néerlandaise ou italienne. Ils voient Bruxelles comme un appareil administratif sans visage, sans signification et identité intrinsèques. Les électeurs déçus sont de plus en plus enclins à voter pour des agitateurs politiques, comme Nigel Farage, le leader du parti britannique anti-UE UKIP, Marine le Pen, leader du Rassemblement national d'extrême droite, Björn Höcke, fort -l'homme de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), Silvio Berlusconi, leader de Forza Italia, et le Néerlandais Geert Wilders, leader du Parti pour la liberté (Strenger, 2018).

Les dirigeants politiques populistes de droite d'Israël, comme l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui ont été au pouvoir pendant la majeure partie des quarante dernières années, insistent également sur la souveraineté nationale, contre les ingérences politiques extérieures promouvant les valeurs libérales universelles. Ils arrivent à peine avec un récit significatif au-delà de la dignité et de la sécurité juives. Au lieu de cela, ils ont tendance à fabriquer des dangers existentiels pour garder leur récit original vivant. Par conséquent, le niveau de haine à l'intérieur d'Israël entre les différents camps politiques a augmenté au fil du temps. De ce fait, le risque d'approfondir l'isolement international d'Israël s'accroît, ce qui est encore une fois utilisé par la droite politique pour attiser des craintes sans fondement. Le manque de vision des dirigeants du pays pourrait même créer des effets similaires mais involontaires au Brexit concernant la population juive. Par exemple, la jeune génération de Juifs américains, pour la plupart libérale et cosmopolite, se désengage de plus en plus d'un gouvernement israélien, dont elle ne partage plus les valeurs (Strenger, 2018).

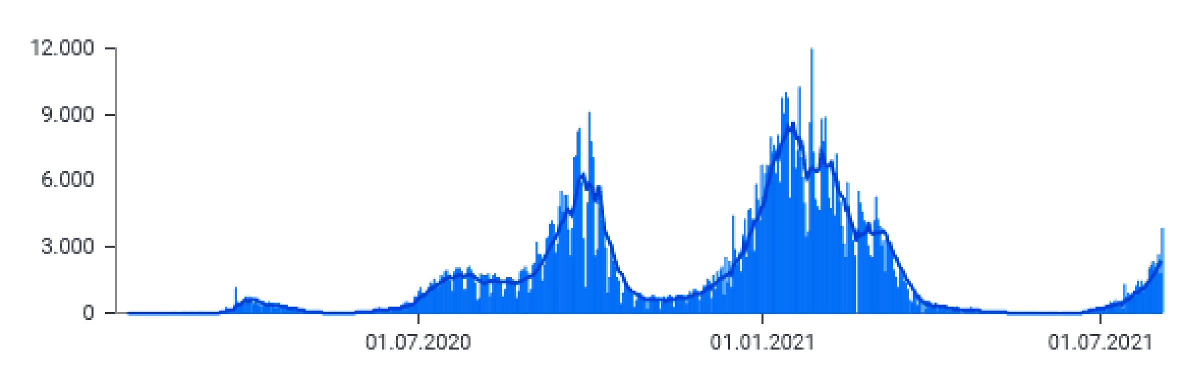
Pourtant, l'accord commun sur les valeurs fondamentales de la démocratie libérale, comme la séparation des pouvoirs, checks and balances, l'état de droit et un système multipartite, a jusqu'à présent été le fondement du soutien des pays occidentaux à Israël. Si cette base s'érode, d'autres acteurs politiques mondiaux comme la Russie, la Turquie et l'Iran pourraient intervenir, pas nécessairement à l'avantage d'Israël et du bien-être du peuple juif dans le monde (Cottrell, 2020). Les dirigeants israéliens qui prétendent que le Brexit est dans l'intérêt du pays se trompent. Le Brexit, tout comme le populisme d'Europe continentale ne constitue guère un avantage, même pas pour la politique conservatrice et l'intérêt national d'Israël (Navon, 2019).

Pendant ce temps, le débat politique sur la signification du Brexit pour Israël a été de plus en plus façonné par une « domestication » des récits du Brexit ainsi que par des intérêts nationaux partisans, notamment par l'élite politique du pays. D'un point de vue théorique, le

Brexit a été « glocalisé » au lieu de constituer un événement de la politique mondial (Samuel-Azran & Galily, 2018). Ainsi, les ambitions de Johnson de revitaliser la Grande-Bretagne mondiale en remplaçant l'accès perdu au marché de l'UE par la nouvelle union CANZUK des anciennes colonies de colons blancs britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) ont été annoncées par l'élite israélienne comme la troisième force politique majeure à émerger de la scène mondiale. Ils s'attendaient à ce que les relations post-Brexit avec le monde du Commonwealth s'améliorent considérablement et que la connexion d'Israël avec le CANZUK devienne beaucoup plus sincère que l'association prudente établie au cours des dernières décennies entre Israël et l'UE (Teller, 2020). Pourtant, des analyses savantes révèlent qu'au lieu de devenir un "succès titanesque", comme propagé par Boris Johnson, CANZUK développera probablement peu de valeur ajoutée ni pour le commerce extérieur ni pour la diplomatie britannique ou israélienne (Kohnert, 2021; 2021a).

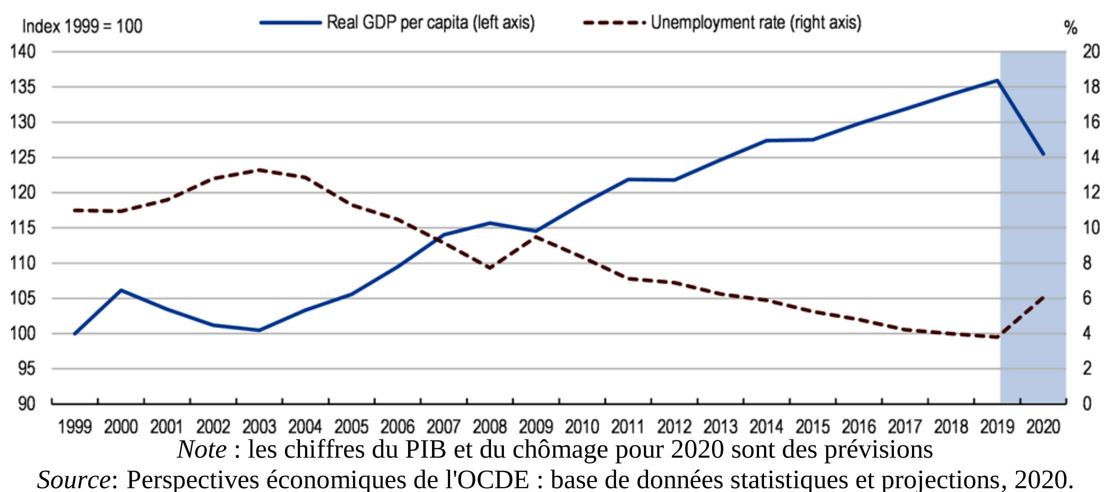
2.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 sur Israël

Graphique 5 : Cas confirmés de COVID en Israël, mars 2020 à juillet 2021



Israel, COVID-19, google news, data source: John Hopkins Univ.

Graphique 6 : Crise COVID-19 affectant les niveaux de vie, Israël, 1999-2020



Note : les chiffres du PIB et du chômage pour 2020 sont des prévisions
Source: Perspectives économiques de l'OCDE : base de données statistiques et projections, 2020.
OECD Economic Surveys: Israel 2020

La pandémie de COVID-19 a coïncidé avec la crise politique intérieure d'Israël (2019-2021), c'est-à-dire. l'effondrement du gouvernement, déclenchant la quatrième élection en deux ans.

La première victime du pays le 20 mars 2020 était paradoxalement un survivant de l'Holocauste de 88 ans originaire de Jérusalem (Pandémie COVID-19 en Israël, Wikipédia). Après le déclenchement de la pandémie, le gouvernement a mis en place des mesures de confinement strictes, notamment une fermeture anticipée des frontières, une restriction de la mobilité, des rassemblements et des contrôles de la main-d'œuvre. Cela a permis de limiter les nouvelles infections lors de la première vague de la pandémie. Malheureusement, la pandémie est réapparue après la réouverture en grande partie de l'économie en juin 2020. Cela nécessite un nouveau resserrement des mesures de confinement et enfin un deuxième verrouillage national en septembre, le premier deuxième verrouillage général au monde. Ainsi, la pandémie a menacé d'annuler certains des progrès réalisés au cours de la dernière décennie dans l'amélioration du niveau de vie d'Israël qui avait augmenté près de la moyenne de l'OCDE (OECD Economic Surveys: Israel 2020).

Graphique 7 : le marché du travail israélien s'est considérablement affaibli, février 2020 à juillet 2020

Source: Israel Central Bureau of Statistics.
OECD Economic Surveys: Israel 2020

Mais les statistiques moyennes n'ont qu'un pouvoir explicatif limité, car Israël reste une économie à deux vitesses. Un secteur de haute technologie vital est compensé par des secteurs protégés à la traîne, employant la majeure partie de la main-d'œuvre. Par conséquent, les inégalités de revenus restent importantes et croissantes. La pauvreté est répandue, en particulier parmi les Arabo-israéliens et les Haredim, ces derniers en grande partie de leur propre choix, c'est-à-dire. parce qu'ils se concentrent sur les avantages non-matériels et s'engagent dans des études religieuses tout au long de leur vie. Ce n'est pas pour rien que les taux d'infection étaient plus élevés dans plusieurs villes et quartiers ultra-orthodoxes et arabes. Dans la deuxième vague, plus grave, de la pandémie, les taux de mortalité étaient négativement associés au statut socio-économique et à la taille de la population âgée et positivement à la densité de population des communautés. Bref, la pandémie a particulièrement touché les communautés marginalisées caractérisées par un faible statut socio-économique et une forte densité résidentielle (Birenbaum-Carmeli &Chassida, 2021).

En ce qui concerne Israël en général, la campagne de vaccination du gouvernement contre le COVID-19, qui a débuté le 19 décembre 2020, a été rapide et un troisième confinement a été mis en place le 8 janvier 2021. Au 26 juin 2021, environ 64 % des Israéliens éligibles avaient reçu au moins un et 60 % des deux doses requises. Cela a fait d'Israël le pays avec le taux de vaccination le plus élevé au monde par habitant. Ceci a démontré l'effet significatif d'une campagne nationale de vaccination approfondie sur la dynamique pandémique (Rossman et

al., 2021). L'une des raisons du succès était la centralisation du gouvernement israélien et le manque de préoccupation concernant la protection civique des données. Ainsi, au début de la campagne de vaccination, il a convenu par exemple avec le fournisseur de vaccins Biontec Pfizer de partager des informations médicales sur ses citoyens dans le cadre d'un accord pour bénéficier d'un accès préférentiel aux vaccins COVID-19 (vaccination COVID-19 en Israël, Wikipedia) . Ainsi, le nombre de morts en Israël avait été inférieur à celui des pays de l'OCDE les plus durement touchés (OECD Economic Surveys: Israel 2020).

Graphique 8 : les évolutions macroéconomiques liées au COVID-19, Israël, 2010-2020

Source: Perspectives économiques de l'OCDE : base de données statistiques et projections ; Bureau central des statistiques d'Israël . OECD Economic Surveys: Israel 2020

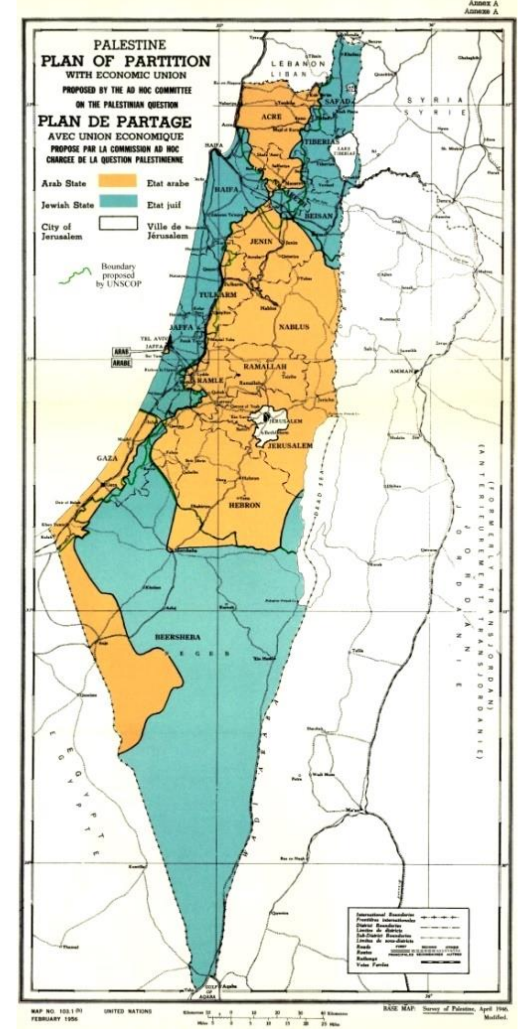
2.3 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 sur les Palestiniens en Israël

En raison de la responsabilité historique particulière de la Grande-Bretagne en tant qu'ancienne puissance coloniale pour le sort du peuple palestinien, ce dernier, ainsi que d'autres pays arabes et groupes de défense des droits de l'homme, ont exigé une aide accrue du RU dans la pandémie actuelle de COVID-19. Arabes palestiniens constituant plus d'un cinquième de la population d'Israël. Ils sont divisés en une majorité musulmane (environ 84 %) et une minorité chrétienne et druze (comprenant chacune 8 %). Ces groupes diffèrent

considérablement par leurs caractéristiques sociales et économiques. La pandémie n'était pas seulement un problème de santé, mais a également exacerbé les inégalités socio-économiques entre ces groupes.

Les Palestiniens, en plus de la distribution des salaires, étaient plus susceptibles d'être encore employés par rapport aux travailleurs palestiniens ordinaires. Cependant, alors que les Juifs au bas de l'échelle des revenus étaient plus susceptibles de travailler dans l'industrie des services, les Arabes dans la même position étaient plus susceptibles de travailler dans des professions moins vulnérables aux mesures de verrouillage induites par la pandémie, telles que la construction et l'agriculture, avec des répercussions sur leurs revenus. Une autre différence par rapport à la population israélienne générale était l'absence de différences significatives entre les sexes au sein de la population palestinienne (Miaari, et al, 2020).

Carte 1 : plan de partition de la Palestine avec union économique



Février 1956 carte du plan de partage des Nations Unies pour la Palestine, adoptée le 29 novembre 1947, limite du plan de partition UNSCOP précédent ajouté en vert. Source: Israel, Wikipedia

Pourtant, le Territoire palestinien occupé (TPO) a été particulièrement touché par la pandémie. Déjà avant son début, des taux de pauvreté et de chômage élevés avaient persisté et le PIB par habitant a diminué pour la troisième année consécutive. Les prévisions concernant l'économie palestinienne pour 2020 et 2021 étaient misérables, le PIB par habitant devant encore baisser de 3 % à 4,5 %.

La Cisjordanie a enregistré son taux de croissance le plus bas depuis 2012 (1,15 %), tandis que la croissance de la bande de Gaza s'est élevée à zéro car elle n'a pas réussi à se remettre des deux contractions consécutives du PIB de -7,7 % et -3,5 % en 2017 et 2018 respectivement (CNUCED, 2020). Cette évolution alarmante a de nouveau été aggravée par des restrictions et des fuites de ressources fiscales qui ont continué de saper l'économie palestinienne. Selon les estimations de la CNUCED, les fuites annuelles de ressources fiscales palestiniennes vers le Trésor israélien s'élevaient à 3,7 % du PIB ou 17,8 % des recettes fiscales totales. De plus, une nouvelle déduction annuelle de US$ 144 m sur les recettes de dédouanement palestiniennes avait été mise en place en mars 2020 comme l'équivalent des paiements effectués par l'Autorité nationale palestinienne (ANP) aux familles de Palestiniens dans les prisons israéliennes ou tués dans des attaques ou attaques présumées contre des Israéliens. Le taux de chômage est passé de 31 % en 2018 à 33 % en 2019 et le taux de pauvreté de 25,8 % à 29,2 % entre 2011 et 2017. La situation volatile des territoires occupés a de nouveau été aggravée par l'annexion juive. Fin 2018, il y avait 150 colonies juives et 128 avant-postes en Cisjordanie, en violation flagrante du droit international selon le Conseil de sécurité de l'ONU. Dans la bande de Gaza, même 80 % de la population dépendait de l'aide internationale volatile.

La pandémie de COVID-19 a encore aggravé le sort du peuple palestinien. Les revenus perçus par l'ANP provenant du commerce, du tourisme et des transferts ont chuté à leur plus bas niveau en 20 ans juste un mois après l'épidémie. Les prévisions sur le coût de la pandémie variaient entre 7 % et 35 % du PIB, selon les hypothèses concernant la gravité et la durée de la pandémie (UNCTAD, 2020).

3. L'impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur le Liban

3.1 L'impact du Brexit sur le Liban

Le Liban est gouverné par une classe politique corrompue et cupide. Le pouvoir politique est réparti entre les élites selon les principaux groupes religieux, chrétiens, musulmans sunnites et chiites et druzes (Ehrhardt, 2021).

Le RU n'est qu'un acteur économique mineur en ce qui concerne le commerce extérieur et les investissements libanais. Le Liban était le 92e partenaire commercial du RU en 2020, représentant moins de 0,1 % du commerce total du RU. Le commerce bilatéral total s'est élevé à £ 560 m en 2020, soit une baisse de 32,4 % par rapport à 2019. De ce fait, les exportations vers le Liban ont totalisé £ 435 m, soit une baisse de 33,9 %, et les importations £ 125 m, soit une baisse de 26,9 %. La baisse était probablement principalement due aux effets économiques mondiaux de la crise de Corona et non au Brexit. Le stock britannique d'investissements directs étrangers (IDE) au Liban s'élevait à £ 265 m en 2019, le stock d'IDE entrants à £ 15 m (fiche d'information sur le commerce et l'investissement, Liban, DIT, Londres, 2021). Néanmoins, Londres a ratifié un accord commercial et d'association post-Brexit déjà 2019 avec Beyrouth (Lebanon, DIT, 2021).

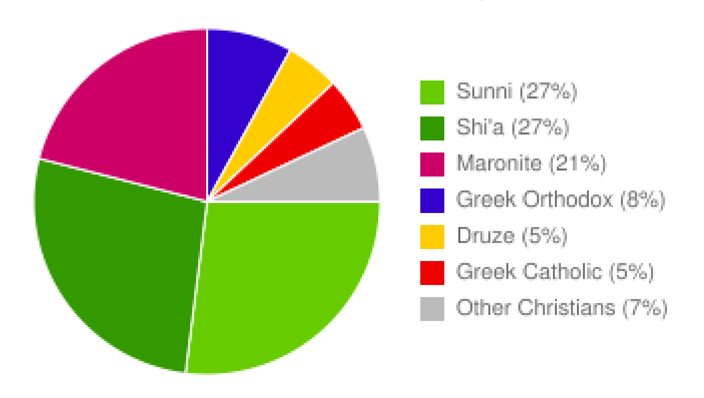
D'autre part, environ 30 % des importations du Liban, US$ 6 milliards, proviennent de l'UE et la baisse présumée de l'euro en raison du Brexit réduirait la facture des importations du pays. Alors qu'un pourcentage énorme des importations provient de l'UE, le Liban n'exporte qu'environ 15 % de ses propres produits vers l'Europe. Selon les économistes libanais, le Brexit profitera au Liban à court terme, car un euro et une livre sterling plus faibles

réduiraient la facture des importations du Liban, la livre libanaise étant indexée sur le dollar américain (Halawi, 2016).

Graphique 9 : groupes religieux au Liban, répartition régionale

Source: Religion in Lebanon, Wikipedia

Graphique 10 : répartition des religions au Liban



Source: based on 2010 State Department data, Lebanon, Wikipedia

Une baisse prévue des prix du pétrole, également à la suite du vote sur le Brexit, aurait un impact positif, car le déficit commercial diminuerait et la balance des paiements s'améliorerait en conséquence, car le pétrole et le carburant constituent les principales importations du Liban. De plus, selon les économistes libanais, la flambée présumée des prix de l'or, à la suite du vote britannique sur le Brexit, aurait un impact positif, car la Banque centrale du Liban possède les deuxièmes réserves d'or de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), soit environ 9 millions d'onces de réserves d'or d'une valeur marchande de plus de US$ 12 m.

Les effets négatifs n'affecteraient que les investisseurs libanais sur les marchés immobiliers et boursiers du Royaume-Uni (Halawi, 2016).

3.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 au Liban

L'impact de la pandémie de COVID-19 au Liban doit être évalué, en tenant compte de la crise économique libanaise actuelle et de ses résultats socio-économiques qui se sont accélérés en octobre 2019, lorsque la livre libanaise a perdu 78 % de sa valeur. La perte d'emplois, le manque de soutien familial et la diminution des fonds de l'ONU ont entraîné une détérioration des conditions de vie et une augmentation de la pauvreté. La privation n'a pas seulement frappé la population libanaise, mais particulièrement la grande proportion de réfugiés syriens et palestiniens vivant dans le pays, équivalant respectivement à 21,7 % et 6,7 % de la population totale libanaise (Hajjar & Abu-Sittah, 2021). Le Liban a l'une des populations de réfugiés les plus élevées au monde avec 209 réfugiés pour 1 000 habitants en 2015. Selon l'évaluation de la vulnérabilité 2020 du HCR, 89 % des familles de réfugiés syriens au Liban vivaient en dessous du seuil d'extrême pauvreté, contre 55 % au milieu de l'année. 2019 (HCR, Liban, 2021). Tout cela a été encore exacerbé par les effets socio-économiques de l'explosion du port de Beyrouth en 2020 et par la pandémie de COVID-19 en cours au Liban qui a commencé en février 2020. Pendant la pandémie, la mobilité des réfugiés a été restreinte par des mécanismes de prévention très stricts et contrôlés en raison de systèmes de santé et socio-économiques déjà tendus et problématiques (Moawad & Andres, 2020).

Graphique 11 : cas confirmés de COVID au Liban, juillet 2020 à juillet 2021

Lebanon, COVID-19, google news, Data source: Johns Hopkins University

Alors que Beyrouth avait géré la pandémie avec succès au début, les cas montent en flèche après les explosions du port de Beyrouth le 4 août 2020, avec plus de 1 000 cas presque tous les jours depuis la mi-septembre. Déjà, le 10 juillet 2020, le HCR avait sonné l'alarme sur les effets désastreux de la crise socio-économique libanaise suffocante qui a laissé les pauvres du Liban avec peu ou pas de moyens pour faire face à des difficultés supplémentaires. Selon les chiffres du HCR, environ 75 % de la population libanaise avait besoin d'aide. Aux côtés des réfugiés, le pays a accueilli plus de 250 000 travailleurs migrants, dont beaucoup ont perdu leur emploi, n'étaient plus payés et se sont retrouvés sans abri. De plus, ils n'étaient plus en mesure d'envoyer des fonds à leurs familles restées au pays. Selon les chiffres officiels du gouvernement de Beyrouth, il y a eu 401 826 cas confirmés et 5 134 décès (taux de mortalité de 1,27 % ; au 10 mars 2021 ; pandémie de COVID-19 au Liban), ce qui était probablement une grossière sous-estimation.

Non seulement les problèmes de santé physique mais aussi mentale ont considérablement augmenté en raison des effets combinés de la pandémie, de l'effondrement de l'économie et

des troubles politiques (Salameh et al ; 2020 ; Hajjar & Abu-Sittah, 2021). Un stress et une anxiété plus élevés ont touché en particulier les jeunes adultes, les femmes et les personnes ayant un statut socio-économique antérieur plus élevé, ayant un membre de la famille atteint d'une maladie chronique, la peur de ne pas avoir accès au traitement, la peur du COVID-19 et la violence physique à la maison. Les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté avant la crise de Corona présentaient également un stress et une anxiété significativement plus élevés. L'impact à moyen et à long terme pourrait entraîner des conséquences alarmantes, notamment une augmentation des maladies psychiatriques, des troubles liés à l'alcool, de la consommation de drogues illicites et des taux de suicide. (Salameh et al; 2020).

4. L'impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur la Jordanie

4.1 L'impact du Brexit sur la Jordanie

Le RU a été un acteur économique et sécuritaire central en Jordanie qui, en tant qu'ancienne colonie britannique, a des liens historiques forts avec le RU. Ainsi, la Jordanie dépend par exemple des capitaux britanniques en matière de tourisme et d'aides (Chaban et al, 2020). Londres a ratifié un accord commercial avec la Jordanie en 2020 (UK trade agreements with non-EU countries: DIT, 19 July 2021).

Le commerce bilatéral total de biens et de services s'élevait à £ 591 m en 2020. Le total des exportations britanniques vers la Jordanie s'élevait à £ 464 m, soit une augmentation de 1,1 % ou £ 5 m. Les importations totales du RU se sont élevées à £ 127 m, soit une baisse de 3,8 % ou £ 5 m par rapport à l'année précédente. La Jordanie était le 89e partenaire commercial du RU, représentant environ 0,1 % du commerce total du RU. En 2019, le stock d'IDE sortant du RU en Jordanie s'élevait à £ 11 m, le stock entrant au RU était de £ 239 m (Trade and Investment factsheet, Jordan, DIT, London, 2021).

Londres essaiera de préserver sa relation spéciale dérivée de l'époque coloniale, last but not least, pour maintenir un accès privilégié aux marchés militaires et de sécurité de la Jordanie. Amman est un gros acheteur d'armes et investit beaucoup de capitaux sur les marchés financiers britanniques. La décision de Londres en novembre 2020 de réduire l'aide étrangère et d'augmenter les dépenses de défense pourrait faire partie d'un effort agressif de Londres pour vendre des armes.

Ainsi, le renouvellement de la coopération en matière de sécurité entre la Grande-Bretagne et la Jordanie a débouché sur une nouvelle phase de soutien de trois ans à la Direction de la sécurité publique (PSD) et à la gendarmerie de Jordanie. Le soutien, évalué à plus de £ 10 m, comprendra probablement la lutte contre le terrorisme, la gestion de l'ordre public et la police de base (Walsh, 2019). De plus, le programme Jordan CSSF - Defence and Borders (2019-20), un programme britannique non-APD s'appuyant sur la coopération militaire bilatérale de longue date, a soutenu un échantillon représentatif des Forces armées jordaniennes (FAC) pour devenir plus efficaces, notamment contre le contre-terrorisme, y compris la transformation d'une force de réaction rapide (QRF) en brigade (MoD, 2019).

Cependant, cette focalisation sur l'aide à la sécurité britannique était controversée. Selon un récent sondage du Baromètre arabe, la grande majorité de la population jordanienne aurait préféré une aide économique, alors que la lutte contre le terrorisme n'était une priorité que pour 2 % des électeurs jordaniens, car ils étaient assez satisfaits de leur police. Par exemple, la

Jordanie a connu depuis 2016 moins de décès domestiques dus au terrorisme qu'au Royaume-Uni. Pourtant, selon le point de vue officiel, le soutien au secteur de la sécurité jordanien par la Grande-Bretagne au cours des deux dernières années n'a pas été disproportionné. Il a totalisé £ 58,6 m, dont £ 28 m de soutien économique. Ce dernier augmenterait à environ £ 50 m si un projet d'aide présentant des caractéristiques économiques de base, comme l'éducation, l'emploi et les projets humanitaires, était inclus (Walsh, 2019).

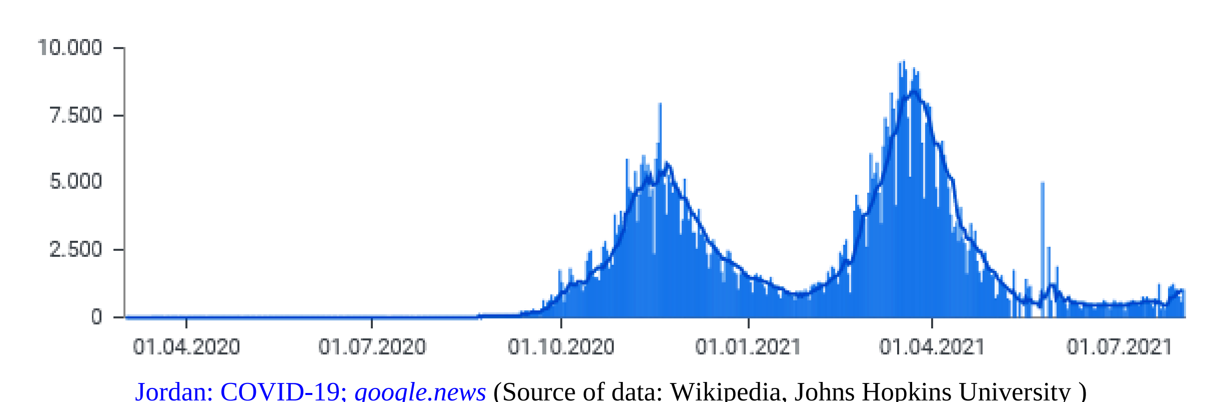
Pourtant, la crise économique en cours a entraîné une montée des protestations populaires avec un niveau de tension croissant, y compris la classe moyenne qui a été progressivement touchée par les difficultés économiques, en particulier à Amman. La corruption dans pratiquement toutes les institutions gouvernementales, qui augmente depuis 2010 dans la perception populaire, a constitué un autre moteur de protestation et de manifestations populaires (Walsh, 2019).

On peut soutenir que le rôle de l'UE en Jordanie pourrait diminuer et que les membres de l'UE, comme la France et l'Allemagne, seraient tentés d'adopter une stratégie moins interventionniste au Moyen-Orient, par ex. en évaluant la sécurité et la stabilité régionales plutôt que la démocratisation (Yeung, 2020). Cependant, l'UE a continué d'aider la Jordanie dans le cadre de ses programmes de bonne gouvernance de l'AMF et d'assistance COVID-19 pour aider la Jordanie à atténuer l'impact économique et social des conflits régionaux et la présence d'un grand nombre de réfugiés syriens. Il a déboursé € 250 m d'assistance macrofinancière (AMF) à la Jordanie en 2021 dans le cadre du programme d'AMF d'urgence de € 3 milliards pour dix partenaires de l'élargissement et du voisinage, et en partie du troisième programme d'AMF de € 500 m de la Jordanie (AMF-III) approuvé en janvier 2020 (EU, 2021).

4.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 en Jordanie

Début août 2012, il y avait un total de 772 000 cas confirmés de COVID-19 et 10 048 décès. Complètement vaccinés étaient 2 260 376 personnes, soit 21,2 % de la population totale (Jordan: COVID-19; *google.news*; Source of data: Wikipedia, Johns Hopkins University).

Graphique 12 : cas confirmés de COVID en Jordanie, d'avril 2020 à juillet 2021



Jordan: COVID-19; *google.news* (Source of data: Wikipedia, Johns Hopkins University)

Le Comité national des épidémies et le ministère de la Santé de Jordanie ont réagi assez tôt à l'annonce de la propagation mondiale de la pandémie. Déjà, le 26 janvier 2020, il désignait certains hôpitaux pour traiter les infections, cinq semaines avant que le pays n'enregistre pas

son premier cas le 2 mars (pandémie de COVID-19 en Jordanie, Wikipédia). Cela a été suivi d'un premier verrouillage le 17 mars, qui a ensuite été modifié en un couvre-feu, l'un des plus stricts au monde selon les experts internationaux. Mais cela n'a entraîné qu'une première vague pandémique retardée. Il y a eu une augmentation dramatique et soudaine des cas de COVID-19 et des décès depuis septembre 2020. Sur ce, Amman a décrété un couvre-feu national les vendredis et samedis. Pourtant, la Jordanie est devenue le pays arabe avec le plus grand nombre de décès liés au COVID-19 par habitant en octobre. Pourtant, les élections législatives ont eu lieu en personne.

Le programme de vaccination a démarré en décembre, notamment la forte proportion de réfugiés dans le pays. Ainsi, la Jordanie a été l'un des premiers pays à inclure ce groupe social particulièrement vulnérable, comme le rapporte le HCR le 14 janvier 2021 (pandémie COVID-19 en Jordanie, Wikipédia). Néanmoins, tout cela n'a pas pu arrêter efficacement la propagation de la pandémie. Après la première vague d'octobre-décembre 2020, il y a eu une deuxième vague encore plus sévère en avril 2021. Jusqu'en mai 2021, le pays était passé par trois étapes pandémiques distinctes (Al-Tammemi et al, 2021). La fatigue pandémique et l'hésitation à la vaccination comptaient parmi les problèmes les plus difficiles à aggraver la pandémie. Cependant, étant donné les conséquences économiques négatives mettant la vie en danger, la plupart des personnes concernées des couches sociales inférieures, par ex. les journaliers, les chômeurs et les petits indépendants, notamment les pauvres et les plus vulnérables, n'avaient guère le choix, concernant le respect des mesures anti-Corona strictes.

Toujours en Jordanie, la pandémie de COVID-19 a imposé un niveau de stress psychologique important à la population. Les femmes des classes inférieure et moyennes et les infirmières ainsi que celles qui ont été en contact étroit avec des patients atteints de COVID-19 ont le plus souffert. Étant donné la stigmatisation entourant la santé mentale en Jordanie, le manque général de sensibilisation à la santé mentale, le transport et les coûts financiers, qui constituaient tous des obstacles importants à l'utilisation des services de santé mentale, cela est particulièrement remarquable (Khatatbeh, et al, 2021).

Selon une enquête OIT/PNUD auprès des entreprises en Jordanie fin avril 2020, 51 % des entreprises interrogées avaient déjà fermé temporairement au début de la pandémie. En moyenne, 42 % des entreprises ont indiqué qu'elles seraient en mesure de continuer à payer les salaires pendant moins d'un mois, 42 % supplémentaires pendant moins de trois mois. Au contraire, 44 % des petites entreprises et 55 % des micro-entreprises ont déclaré qu'elles n'avaient pas les moyens de continuer à payer des salaires, tandis que les moyennes (33 %) et les grandes entreprises (23 %) étaient plus susceptibles d'être en mesure de payer des salaires pour un mois supplémentaire. Près de 40 % des entreprises, pour la plupart de petite taille, ont cessé de verser des cotisations à la sécurité sociale, profitant de la marge de manœuvre introduite par un décret de défense du gouvernement (Kebede, et al, 2020).

5. L'impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur l'Egypte

5.1 L'impact du Brexit sur l'Egypte

Caricature 3 : la Première ministre britannique Theresa May sur le Brexit au sommet UE-Ligue arabe, Sharm El-Sheikh, 2019



Une blague égyptienne ancienne découverte comme une métaphore d'actualité – Theresa May : Vous voyez *Taoeiseach* tout comme cette puissante rivière, des obstacles apparemment insurmontables peuvent être franchis si nous y réfléchissons ! - Al Sissi : Vous refuse d'admettre, Premier ministre.
Source: Cartoon, Graeme Keyes [4]

L'Égypte et la Grande-Bretagne entretiennent depuis longtemps des relations solides dans les secteurs de la politique, de la défense, du commerce et de l'investissement. Par conséquent, tous deux ont établi une association commerciale fin 2020. Le traité a été présenté au Parlement en décembre 2020 (accords commerciaux du RU avec des pays non-membres de l'UE : DIT, 19 juillet 2021). Il est entré en vigueur le 1er janvier 2021 après que le RU a mis fin à la période de transition pour quitter l'UE. Il préservait les mêmes avantages que ceux fournis par l'accord de libre-échange égypto-européen. La secrétaire britannique au Commerce international, Liz Truss, a souligné que Londres restait déterminée à conclure des accords soutenant les emplois britanniques, à réaliser des économies importantes et à contribuer à la reprise post-COVID-19. L'accord prévoyait un commerce en franchise de droits sur les produits industriels, une libéralisation du commerce dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche et visait à offrir des économies considérables aux entreprises des deux pays (Kotb, 2020 ; N.A., 2020). De plus, le ministère égyptien des Affaires étrangères a déclaré que les deux parties s'étaient engagées à réaliser un plus grand libre-échange des produits agricoles à l'avenir, ce qui serait cependant difficile à justifier vis-à-vis des agriculteurs britanniques. Les produits agricoles et les textiles représentaient chacun

[4] Political cartoon gallery, London and·twitter.com, #Brexit, #TheresaMay, #BrexitExtension, 25 février 2019. Le mot irlandais *Taoiseach* signifie « leader ». - Allusion à la décision de dernière minute du Premier ministre Theresa May de participer au tout premier sommet EU-Arab league summit (24/25 février 2019) à Charm el-Cheikh, en Égypte, sous la coprésidence du président égyptien Abdelfattah Al Sissi . Bien que le Brexit ne soit pas officiellement à l'ordre du jour, les racines du vote sur le Brexit, comme la migration, la sécurité, la stabilité et le terrorisme, ont également été discutées. Compte tenu des implications du Brexit et de la montée du nationalisme populiste dans l'UE, les dirigeants européens présents ont délibérément ignoré l'image autocratique d'Al Sissi (Robertson, 2019).

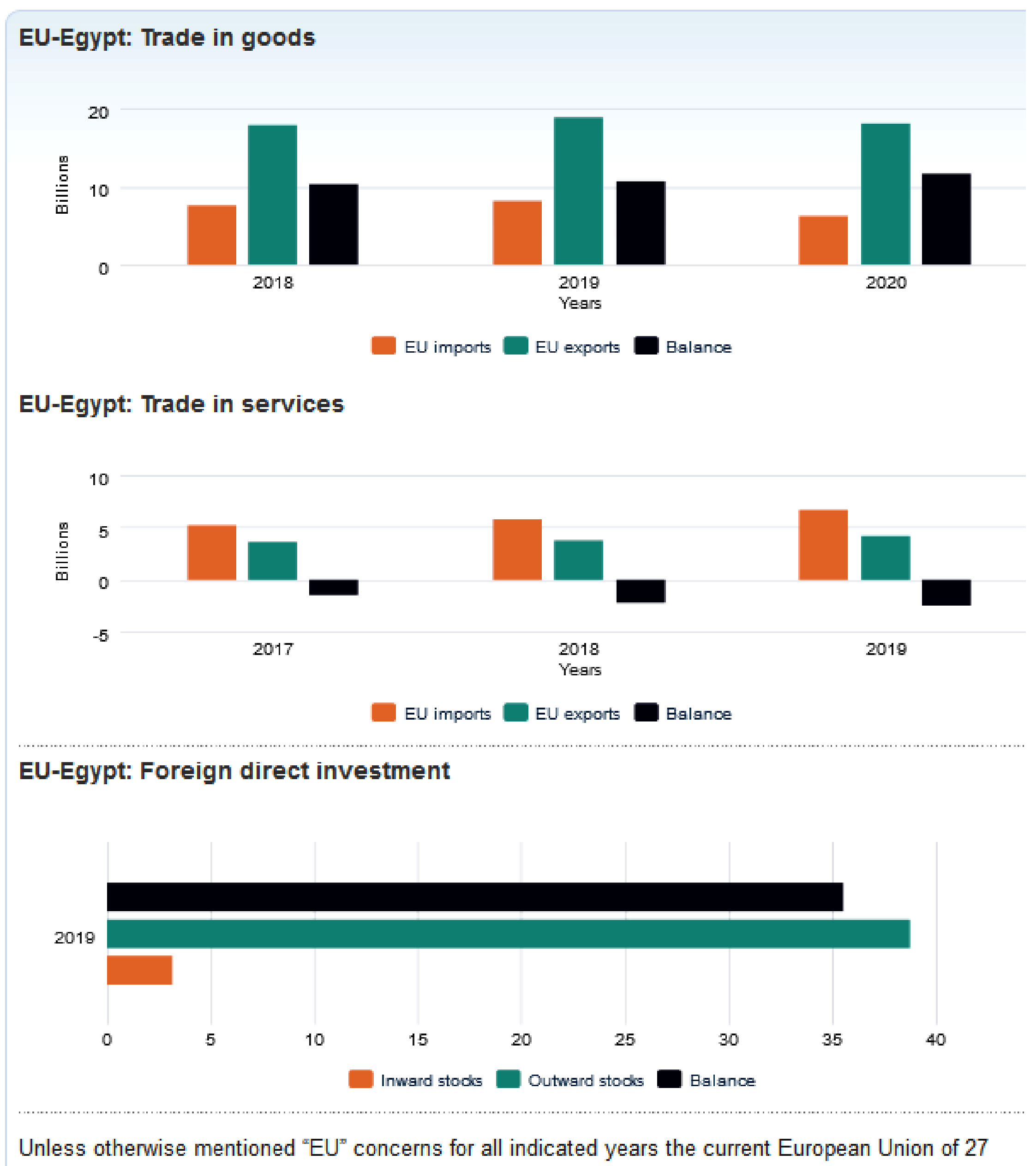
15 % des exportations égyptiennes vers le RU en 2017, suivis des équipements électriques et du pétrole brut avec respectivement 26 % et 18 %. Dans le cadre d'une stratégie nationale visant à développer l'industrie égyptienne, le Caire prévoyait de quadrupler les exportations de textiles et de vêtements d'ici 2025. Considérant que les vêtements étaient la quatrième importation du RU en 2018, représentant 4,1 % (US$ 24,5 milliards) du total des importations britanniques, cela pourrait dépasser les importations de pétrole brut d'environ US$ 493 m (Moslem, 2019). L'accord, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2021 après que le RU a mis fin à la période de transition pour quitter l'UE, a assuré la continuité de l'accès préférentiel aux deux marchés, car il garantit les mêmes avantages qui ont été fournis par le libre égypto-européen accord commercial.

Au 30 juillet 2021, le commerce total de biens et services (exportations plus importations) entre le RU et l'Égypte s'élevait à £ 2,7 m en 2020, soit une baisse de 18,1 % ou £ 605 m par rapport à l'année précédente (fiche d'information sur le commerce et l'investissement, Égypte, DIT, Londres, 2021). Par conséquent, les exportations totales du RU vers l'Égypte se sont élevées à £ 1,8 milliards, soit une baisse de 9,6 % ou £ 194 m. Les principales exportations de marchandises vers l'Égypte depuis le RU en 2019 comprenaient des minerais métalliques (£ 235 m) et des produits médicinaux et pharmaceutiques (£ 111 m). Les importations totales du RU en provenance d'Égypte se sont élevées à £ 917 m, soit une baisse de 30,9 % ou de £ 411 m. La majeure partie de la baisse est probablement due aux effets économiques mondiaux de la crise de Corona, car pour l'effet immédiat du Brexit, il fallait s'attendre à des défis principalement logistiques. L'Égypte était le 50e partenaire commercial du RU, représentant 0,2 % du commerce total du RU. En 2019, le stock d'IDE sortant du RU en Égypte n'était pas disponible en raison de la divulgation de données. Cependant, en 2016/17, le RU représentait 41 % du total des entrées d'IDE en Égypte, pour un total d'environ US$ 5,4 milliards, répartis sur environ 1 570 projets dans plusieurs secteurs. Cela a montré l'importance des investissements britanniques sur le marché égyptien, étant donné que le RU se classe cinquième dans le monde pour les IDE sortants avec environ US$ 1,6 billions, et troisième en termes d'IDE entrants avec US$ 1,65 billion. En 2018, Londres avait par exemple accepté de fournir un montant record de US$ 1,6 milliards à Carbon Holdings pour participer au financement du Tahrir Petrochemicals Complex (TPC), le plus grand complexe pétrochimique de la région construit dans la zone de coopération économique et commerciale de Suez (Canal) , 2019). Le stock d'IDE entrant au RU en provenance d'Égypte était de £ 20 millions (Trade and Investment factsheet, Egypt, DIT, London, 2021).

Les entreprises égyptiennes et la Chambre de commerce égypto-britannique (EBCC) étaient massivement en faveur du Brexit (Mehling, 2016 ; El-Shimy, 2017 ; Moslem, 2019). Bien que les économistes égyptiens aient admis que les ramifications économiques mettraient du temps à être visibles, ils étaient convaincus qu'à court terme, cela profiterait à l'économie égyptienne tirée par les importations, en particulier en termes de balance des paiements et de déficit budgétaire. Étant donné que la livre sterling et, éventuellement, l'euro devaient se dévaluer, les importations, notamment de voitures, de produits pharmaceutiques, de produits chimiques industriels et de biens de consommation, en provenance du RU et de l'UE deviendraient moins chères. De plus, la dévaluation aurait un effet positif sur la dette extérieure et la balance des paiements de l'Égypte. En outre, les experts ont prédit une fuite des capitaux hors du RU et une diminution du pouvoir d'achat dans l'UE et au RU en raison des effets économiques négatifs globaux de la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. Tout cela pourrait affecter les IDE égyptiens, la bourse, les revenus du canal de Suez, les emprunts en devises étrangères, les revenus touristiques et les envois de fonds des expatriés. Au cas où les touristes britanniques en Égypte, qui comptaient environ 200 000 par an avant 2016, un nombre qui avait doublé pour atteindre environ 415 000 Britanniques en 2018 (musulmans, 2019), resteraient chez eux

car ils ont dû freiner leurs dépenses en raison des effets négatifs du Brexit sur leurs revenus et en raison d'une dévaluation de la livre sterling, la industrie du tourisme égyptien serait durement touchée, les voyages devenant plus chers pour les Britanniques (Allam, 2016). Il en va de même pour les touristes allemands et français. De plus, les touristes européens pourraient éviter l'Égypte en raison de la crainte croissante d'attentats terroristes. Les IDE devaient rester en grande partie inchangés ou même augmenter à la fois en provenance du RU et de l'UE-27, car ces derniers ont tenté de mettre fin à leur crise migratoire en renforçant les pays d'Afrique du Nord (Mehling, 2016).

Graphique 13 : échanges Égypte – UE-27 de biens et services



Sauf mention contraire, « UE » concerne pour toutes les années indiquées l'actuelle Union européenne des 27 États membres. Source: Egypt, Countries and regions, European Commission, accessed: 2 August 2021

Quant au reste de l'UE-27, Bruxelles considérait apparemment toujours l'Égypte comme un partenaire stratégique pour le commerce et la sécurité, last but not least, pour prévenir les migrations et le terrorisme islamique. Selon la Vision 2030 de l'Égypte, visant à diversifier

l'économie du pays, il est devenu le deuxième plus grand d'Afrique derrière le Nigéria en termes de PIB nominal (Economy of Egypt, Wikipedia). L'Égypte était le 29e partenaire commercial de l'UE, représentant 0,7 % du commerce mondial total de marchandises de l'UE en 2020. Dans le même temps, l'UE était la plus grand partenaire commerciale de l'Égypte, couvrant 24,5 % du volume commercial de l'Égypte. Le commerce total de marchandises entre l'UE et l'Égypte s'élevait à € 24,5 milliards en 2020. Le commerce bilatéral de services s'élevait à € 10,9 milliards en 2019. Les principales exportations de services de l'UE vers l'Égypte étaient des services aux entreprises, tandis que l'UE importait principalement des services de voyage et transport depuis l'Égypte (Égypte, Pays et régions, Commission européenne, consulté le 2 août 2021).

5.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 en Egypte

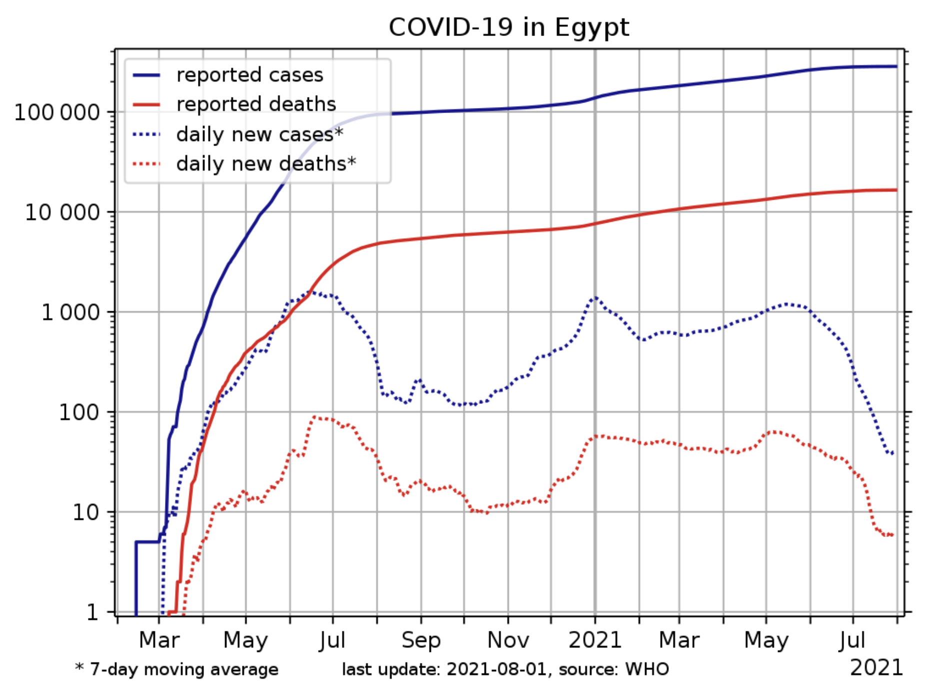
Caricature 4: La situation critique des femmes pendant Corona

Cartoon: Sherif Arafa | Egypt

Les pays les moins avancés (PMA) d'Afrique sont probablement les plus vulnérables concernant l'impact de la pandémie de COVI-19, last but not least, en raison du manque général de vaccin. Le premier cas confirmé de COVID-19 s'est produit en Égypte le 14 février 2020 (Lone & Ahmad, 2020). Au 2 août 2021, il y avait 284 000 cas confirmés et 16 528 décès (Egypt: COVID-19; google.news , 2 August 2021)

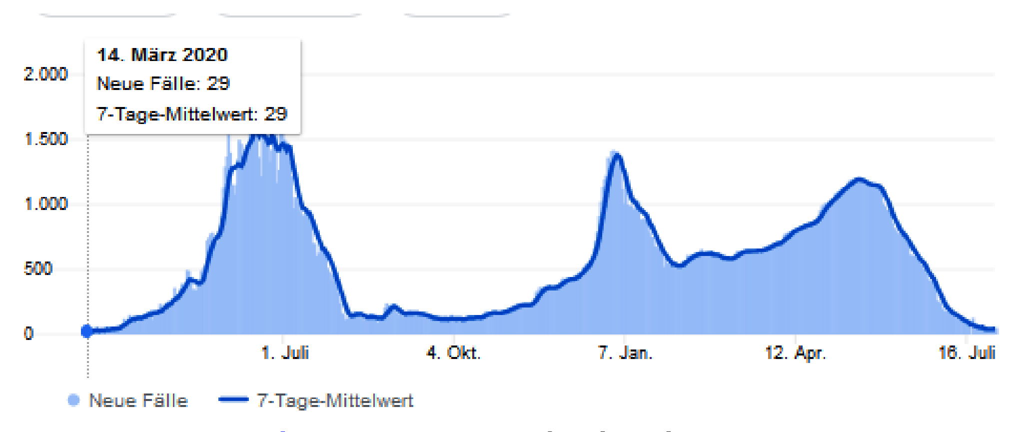
L'impact économique mondial de la pandémie de COVID-19 sur l'Égypte, y compris l'impact indirect sur les revenus du canal de Suez et les envois de fonds des Égyptiens travaillant à l'étranger, a été substantiel. Les deux représentaient ensemble environ 14,5 % du PIB égyptien avant la crise de Corona, et ils étaient susceptibles de continuer à diminuer. Les pauvres et les vulnérables ont été particulièrement touchés. Selon les estimations universitaires au début de la pandémie, les revenus des ménages diminueraient entre 9,70 $ US (par personne, par mois ; scénario moins pessimiste) et 11,40 $ US (scénario plus pessimiste) pour chaque mois de persistance de la crise. Le déclin attendu du tourisme a eu l'impact le plus grave, représentant plus de la moitié des pertes de revenus. La réduction prévue du revenu des ménages en raison de la baisse des envois de fonds a affecté les ménages les plus pauvres des zones rurales avec une baisse de 6,60 à 8,20 USD, soit entre 11,5 % et 14,4 %. (Breisinger, C. et al, 2020).

Graphique 14 : nombre de cas de COVID-19 et de décès en Egypte (échelle logarithmique)



Source: [COVID-19 pandemic in Egypt](), Wikipedia

Graphique 15 : cas confirmés de COVID-19 en Égypte, de mars 2020 à juillet 2021



Egypt: COVID-19; google.news. Data source: Wikipedia und JHU CSSE COVID-19 Data

En outre, la réponse du Caire à la pandémie a considérablement réduit l'espace budgétaire du gouvernement. Néanmoins, les interventions sociales telles que les transferts monétaires, tout en apportant un certain soulagement économique et social, n'ont pas pu avoir un impact substantiel sur la réduction de la pauvreté (Elkhashen et al, 2020). De plus, les femmes étaient particulièrement touchées dans presque tous les domaines, de la protection sociale à la santé, simplement en raison de leur sexe. Cela s'appliquait même à toutes les classes sociales et économiques, bien que le plan de réponse du gouvernement égyptien reflète apparemment une nouvelle stratégie sensible au genre, par ex. en abordant des questions telles que le travail de soins non rémunéré, et en augmentant également les prestations en espèces aux ménages dirigés par des femmes et le micro-financement aux femmes entrepreneurs (Dokhan, 2021).

Là encore, on a observé de graves effets psychologiques de la pandémie sur la population. Les femmes ont signalé une dépression, une anxiété et un stress généralement plus graves que les hommes, entre autres en raison d'un manque de soutien affectif de la part de leur famille et de la société. En outre, des analyses d'experts ont montré un impact psychologique plus sévère

dans les gouvernorats du sud (Beni-Suef et Assiut) que dans les gouvernorats du nord (Le Caire et Alexandrie) (Arafa et al, 2020). Enfin et surtout, le Grand Sheikh of Al-Azhar,, un titre égyptien prestigieux dans l'islam sunnite, a averti que la stigmatisation et le harcèlement associés au COVID-19 au travail pourraient avoir un impact négatif important sur la santé physique et mentale (Abdelhafiz & Alorabi, 2020).

Conclusion

Les économistes et la littérature économique s'accordent à dire que le Brexit est susceptible de nuire à l'économie britannique, notamment une baisse significative du revenu réel par habitant du RU à moyen et long terme. En revanche, les partisans du retrait du RU de l'UE, comme le Premier ministre Boris Johnson, promettent un avenir glorieux et un ‘titanic success’.

On peut également se demander si le Brexit aura également un impact sur la impact 'Global Britain in a Competitive Age’ (« Grande-Bretagne mondiale à l'ère de la concurrence »), y compris ses anciennes colonies. Londres a continué de poursuivre ses ambitions de haut vol, non seulement concernant l'union CANZUK, destinée à remplacer l'accès perdu au marché de l'UE, mais également vis-à-vis de l'Inde et d'autres grands acteurs mondiaux du Commonwealth ainsi que des États-Unis.

Un cas particulièrement sensible est l'impact combiné du Brexit et de la pandémie de COVID-19 sur les relations étrangères et commerciales britanniques avec Israël et ses voisins arabes. Une déstabilisation de ces pays pourrait avoir un impact dangereux sur la stabilité et la sécurité, non seulement de la région du Moyen-Orient, mais du monde entier. L'un des objectifs explicites de la politique étrangère de Londres après le Brexit était d'être plus actif en Afrique (en particulier en Afrique de l'Est et au Nigeria), au Moyen-Orient et dans le golfe Persique (Integrated Review, Wikipedia). Jusqu'à présent, les effets préliminaires à cet égard sont ambivalents. Alors que les électeurs britanniques nourrissaient un espoir raisonné d'un « miracle de Corona » et d'une merveilleuse reprise économique avec un taux de croissance d'environ 7 % en 2021, les perspectives pour Israël, les territoires palestiniens occupés, le Liban, la Jordanie et l'Égypte étaient moins encourageantes.

Selon les données préliminaires, le Brexit n'aura qu'un impact limité sur les relations économiques d'Israël avec le RU et l'UE-27. Mais il n'est pas exclu que le Brexit puisse déclencher un déclin du rôle traditionnel de la Grande-Bretagne en tant que médiateur entre l'Europe et les États-Unis, car Washington reconnaît que Londres a moins d'influence à Bruxelles depuis que le RU a quitté l'UE. Cela aurait également des répercussions sur Londres qui, jusqu'à présent, soutenait la diplomatie américaine, favorisant Israël, qui était partial contre un État palestinien véritablement indépendant. La pandémie de Corona a touché des communautés particulièrement marginalisées en Israël, caractérisées par un faible statut socio-économique et une forte densité résidentielle. Cependant, une campagne de vaccination bien coordonnée et centralisée a fait que le pays avait le taux de vaccination le plus élevé au monde par habitant. Ainsi, le nombre de morts avait été inférieur à celui des pays de l'OCDE les plus durement touchés.

Au contraire, le territoire palestinien occupé a été particulièrement touché par la pandémie. Les prévisions pour l'économie palestinienne pour 2020 et 2021 étaient misérables. La Cisjordanie, par exemple, a enregistré son taux de croissance le plus bas depuis 2012, tandis que la croissance de la bande de Gaza s'élevait à zéro car elle n'a pas réussi à se remettre des

deux contractions consécutives du PIB en 2017 et 2018 respectivement. Le taux de chômage est passé de 31 % en 2018 à 33 % en 2019 et le taux de pauvreté de 25,8 % à 29,2 % entre 2011 et 2017. La situation volatile des territoires occupés a de nouveau été aggravée par l'annexion juive. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé le sort du peuple palestinien. Les prévisions sur le coût de la pandémie variaient entre 7 % et 35 % du PIB, selon les hypothèses concernant la gravité et la durée de la pandémie.

Au Liban, l'échec de l'élite et l'effondrement de l'État sont allés de pair. Le pays souffrait d'une crise économique, que la Banque mondiale a classée parmi les dix, sinon les trois, pires crises financières depuis le milieu du XIXe siècle (Ehrhardt, 2021). Le RU n'était qu'un acteur économique mineur en ce qui concerne le commerce extérieur et les investissements libanais. La baisse du commerce bilatéral de 32,4 % en 2020 (par rapport à 2019) était probablement principalement due aux effets combinés de la grave crise politique et économique intérieure et aux effets économiques mondiaux de la crise de Corona, mais moins au Brexit. Les privations n'ont pas seulement frappé la population libanaise, mais particulièrement la grande proportion de réfugiés syriens et palestiniens dans le pays, équivalant respectivement à 21,7 % et 6,7 % de la population totale libanaise.

Quant au voisin d'Israël, la Jordanie, le RU a été un acteur économique et sécuritaire central. Amman reste tributaire de la capitale britannique pour le tourisme et les aides. La Grande-Bretagne essaiera de préserver sa relation spéciale dérivée de l'époque coloniale, last but not least, pour maintenir un accès privilégié aux marchés militaires et de sécurité de la Jordanie. Pourtant, cette focalisation britannique sur l'aide à la sécurité était controversée. La plupart de la population jordanienne aurait préféré une aide économique. La crise économique actuelle en Jordanie a entraîné une montée des protestations populaires, incluant désormais la classe moyenne, avec un niveau de tension croissant. La pandémie de COVID-19 a connu une augmentation spectaculaire depuis septembre 2020. La Jordanie est devenue le pays arabe avec le plus grand nombre de décès liés au COVID-19 par habitant en octobre 2020. Compte tenu des conséquences économiques potentiellement mortelles, les pauvres et les plus vulnérables n'ont pas se soucier beaucoup du respect des mesures anti-Corona strictes.

L'Égypte et la Grande-Bretagne entretiennent depuis longtemps des relations étrangères solides dans les secteurs de la politique, de la défense, du commerce et de l'investissement. Les deux parties se sont engagées à réaliser un plus grand libre-échange, notamment pour les produits agricoles, ce qui serait cependant difficile à justifier vis-à-vis des agriculteurs britanniques. Le commerce bilatéral total en 2020 a diminué de 18,1 % par rapport à l'année précédente. La majeure partie de la baisse est probablement due aux effets économiques mondiaux de la crise de Corona. En 2019, le stock d'IDE sortant du RU en Égypte n'était pas disponible en raison de la divulgation de données. Cependant, le RU représentait 41 % du total des entrées d'IDE en Égypte. Cela a montré l'importance des investissements britanniques sur le marché égyptien, étant donné que le RU se classe cinquième dans le monde en termes d'IDE sortant et troisième en termes d'IDE entrant. Les entreprises égyptiennes étaient massivement en faveur du Brexit. L'impact économique mondial de la pandémie de COVID-19 sur l'Égypte, y compris l'impact indirect sur les revenus du canal de Suez et les envois de fonds des Égyptiens travaillant à l'étranger, a été substantiel. Les pauvres et les vulnérables ont été particulièrement touchés.

En bref, le Brexit risque de nuire aux Britanniques à moyen et long terme. L'impact post-Brexit sur Israël et ses voisins arabes sera également négatif, mais ne se fera probablement sentir qu'à moyen et long terme. Cependant, les effets négatifs directs et indirects de la crise mondiale du COVID-19 dépasseront de loin l'impact du Brexit.

Bibliographie

Abdelhafiz, A.S. & M **Alorabi** (2020): Social stigma: the hidden threat of COVID-19. *Frontiers in public health*, 2020 (8): 429, online 28 August 2020. doi: 10.3389/fpubh.2020.00429

Allam, Nancy (2016): What Does Brexit Mean for Egypt? *Egyptian Streets*, 24 June 2016 -

Al-Tammemi, Ala'a B. & Zeinab **Tarhini**, Amal **Akour** (2021): A swaying between successive pandemic waves and pandemic fatigue: Where does Jordan stand? *Annals of Medicine and Surgery*, vol. 65, May 2021

Arafa, A. & A. **Mohamed** & L. **Saleh** & S. **Senosy** (2020): Psychological impacts of the COVID-19 pandemic on the public in Egypt. *Community mental health Journal* vol. 57, pp. 64–69

Birenbaum-Carmeli, D., **Chassida**, J. (2021): Health and socio-demographic implications of the Covid-19 second pandemic wave in Israel, compared with the first wave. *Int J Equity Health* 20, 154 (2021). https://doi.org/10.1186/s12939-021-01445-y

Breisinger, C. et al (2020): Economic impact of COVID-19 on tourism and remittances: Insights from Egypt. Washington D.C.: International Food Policy Reserch Institute (IFPRI), DOI : https://doi.org/10.2499/p15738coll2.133762_12

Chaban, Natalia & Arne **Niemann** & Johanna **Speyer** (eds.)(2020): Changing Perceptions of the EU at Times of Brexit: Global Perspectives. London: Routledge

Cottrell, James H. Jr (2020): The Tripartite Relationship between Britain, Israel and United States: Effects of Brexit on the Israeli State. *Lexology.com*, Holland & Knight LLP, September 10 2020

DIT (2021): UK trade agreements with non-EU countries. Department for International Trade, London

Dokhan, N. A. (2021): The Impact of Global Crises on Women: The Case of Covid-19 in Egypt – The American University in Cairo, thesis

Elkhashen, E.M. & A **Sarhan** & A. **Ejiogu** (2020): Egyptian budgetary responses to COVID-19 and their social and economic consequences. Washington D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI), JPBAFM, vol. 33 (1), 29 September 2020

El-Shimy, N. (2017): The Impact of British Exit (Brexit) From the European Union On Egyptian-British Relations. *platform.almanhal.com*

Ehrhardt, Christop (2021): Das Trauma kann nicht heilen. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz+),. 4 August 2021

EU (2021): EU disburses €250 million in Macro-Financial Assistance to Jordan. *The European Sting*, Brussels, n.A., July 21, 2021

Fereira, Francisco H. G. (2021): Inequality in the Time of COVID-19. *Finance & Development*, IMF, June 2021: 20-23

Giles, Chris (2021): Covid pandemic masks Brexit impact on UK economy. London: *Financial Times* (FT), July 1, 2021

Greene, Toby (2019): The real danger that Brexit poses for Israel. Queen Mary University of London / UK in a changing Europe, 29 October 2019

Halawi, Dana (2016): Lebanon expects Brexit benefits in EU import bills. *Albawaba*, June 27th, 2016

Hajjar, Marwan S. & Ghassan S **Abu-Sittah** (2021): The multidimensional burden of COVID-19 on Syrian refugees in Lebanon. *J Glob Health*., vol. 11, published online, 16 January 2021; doi: 10.7189/jogh.11.05003

Kebede, T.A. & S.E. **Stave** & M. **Kattaa** & M. **Prokop** (2020): Impact of the COVID-19 pandemic on enterprises in Jordan. Geneva: Int. Labour Organization (ILO) /UNDP, 2020

Khatatbeh, Moawiah et al (2021) Psychological Impact of COVID-19 Pandemic Among the General Population in Jordan. *Frontiers in Psychiatry*. Published online 14 April 2021. doi: 10.3389/fpsyt.2021.618993

Kohnert, Dirk (2021) : Brexit and CANZUK : expectations versus realities. *BLOG*, UK-in-a-Changing-Europe, 8.July 2021

Kohnert, Dirk (2021 a) : A 'titanic success'? Away from the EU, back to the UK's old Commonwealth allies: Boris Johnson dreams of an alternative to the EU with a new free trade agreement. **ips**-journal, 23. July 2021

Lone, S. A. & A. **Ahmad** (2020): COVID-19 pandemic–an African perspective. *Emerging microbes & infections*, vol. 9 (1) doi.org/10.1080/22221751.2020.1775132

Mehling, Nicholas (2016): Brexit for Egypt: the good, the bad, and the uncertain. While global economic attention is turned to the effects of the UK's departure from the EU, Egypt stands to gain. *Daily News – Egypt*, June 27, 2016

Miaari, Sami H. & Maha **Sabbah-Karkabi** &Amit **Loewenthal** (2020): How Is the COVID-19 Crisis Exacerbating Socioeconomic Inequality among Palestinians in Israel? Bonn: Institute of Labour Economics, *IZA DP* No. 13716, September 2020

Miskimmon, A. & B. **O'Loughlin** (2019): Narratives of the EU in Israel/Palestine: narrative "stickiness" and the formation of expectations. *European security*, vol 28 (3), pp. 268-283

Moawad, Paul & Lauren **Andres** (2020): Tackling COVID-19 in informal tented settlements (Lebanon): An assessment of preparedness and response plans and their impact on the health vulnerabilities of Syrian refugees. *Journal of Migration and Health*, vol. 1–2, 2020, 100011

MoD (2019): Jordan CSSF: Defence and Borders. London: Ministry of Defence (MoD), Foreign and Commonwealth Office (FCO)

Moslem, Ali (2019): Will Brexit affect Egypt-UK economic relations? *ahram.online*, 30 September 2019

N.A. (2020): UK, Egypt sign post-Brexit trade agreement. *Arab-news*, No author given, 5 December 2020

Navon, Emmanuel (2019): Israel's European Dilemma. *Israel Journal of Foreign Affairs*, 2018, vol. 12 (3), pp 325-331 | Published online: 20 Mar 2019

OECD (2021): OECD Economic Surveys: Israel 2020 - *Key Policy Insights*. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

Plickert,Philip (2021). Briten staunen über mögliches ‚Corona-Wunder'. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), 4 August 2021. English translation by **Hall**, Susan (2021): Corona in Great Britain: British are amazed at "Corona miracle". *Fuzzy Skunk*, 4 august 2021

Quilliam, Neil (2021): UK must stop talking and take action on Israeli-Palestinian conflict. *Chathamhouse.org*, 26 May 2021

Robertson, Nic (2019): Theresa May failed to turn on the charm in Sharm. CNN, 25 February 2019

Rossman, H., **Shilo**, S., **Meir**, T. *et al.* (2021): COVID-19 dynamics after a national immunization program in Israel. *Nat Med* , **27,** 1055–1061 . https://doi.org/10.1038/s41591-021-01337-2

Sayers, Beatrice (2019): Celebrating mockery that has no mercy. London: *Jewish News* (i.e. a British Jewish Community website of anglo-Jewry's most read newspaper, according to its own rating), November 25, 2019

Samuel-Azran, T. & **Galily**, Yair (2018) Israeli Media and the EU Referendum 2016: Political or Economic Story? In : Ridge-Newman A., León-Solís F., O'Donnell H. (eds): Reporting the Road to Brexit. Palgrave Macmillan, Cham., pp 295-304. *https://doi.org/10.1007/978-3-319-73682-2_17*

Siman-Tov, D. & R **Schulman** (2020): Report on British intelligence in face of Russian influence : The significance for Israel. London: Institute for National Security Studies, *INSS Insight*, No. 1361, August 12, 2020

Strenger, Carlo (2018): Brexit reflects EU's failure to create a European identity - and Israel should take Heed. *Haaretz*, June, 2016 (online English edition of *Haaretz* Newspaper in Israel, updated: April 10, 2018)

Salameh, Pascale et al (2020): Mental Health Outcomes of the COVID-19 Pandemic and a Collapsing Economy: Perspectives from a Developing Country (Lebanon). *Psychiatry Research*, vol. 94, December 2020, 113520

UNCTAD (2020): COVID-19 devastates Palestine's shattered economy. Geneva: United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), 8 September 2020

UNHCR (2021): Lebanon. Year-end report, 2020. Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

Walsh, Alex (2019): A Way Forward for U.K.-Jordan Security Cooperation. *Carnegie-Endowment*, 8 November 2019

Yeung, Peter (2020): How might Brexit impact the Middle East? *Aljazeera*, 30 Dec 2020

Abstract: The combined effects of Brexit and the COVID-19 pandemic on British foreign- and trade relations to Israel and its Arab neighbours constitute a particularly sensitive case. A destabilization of these countries could impact seriously stability and security, not just of the Middle-East region, but on the whole world. So far, the preliminary effects are ambivalent. Whereas Britons entertained reasoned hope for a 'Corona miracle' and a marvellous economic recovery in 2021, the prospects for Israel, the occupied Palestinian territories, Lebanon, Jordan and Egypt were less rosy. Presumably, Brexit is likely to harm the United Kingdom in the medium and long run. The post-Brexit impact on Israel and its Arab neighbours will be negative as well, but probably only be felt in the medium and long term also. However, the direct and indirect negative effects of the global COVID-19 crisis will by far outdo the Brexit impact.

Zusammenfassung *:* Die gemeinsamen Auswirkungen des Brexits und der COVID-19-Pandemie auf die britischen Außen- und Handelsbeziehungen zu Israel und seinen arabischen Nachbarn sind ein besonders heikler Fall. Eine Destabilisierung dieser Länder könnte die Stabilität und Sicherheit nicht nur im Nahen Osten, sondern auf der ganzen Welt ernsthaft gefährden. Bisher erscheinen die vorläufigen Effekte ambivalent. Während die Briten begründete Hoffnungen auf ein „Corona-Wunder" und eine erstaunliche wirtschaftliche Erholung im Jahr 2021 hegen, sind die Aussichten für Israel, die besetzten palästinensischen Gebiete, den Libanon, Jordanien und Ägypten weniger rosig. Vermutlich wird der Brexit dem Vereinigten Königreich mittel- und langfristig schaden. Die post-Brexit Auswirkungen auf Israel und seine arabischen Nachbarn werden ebenfalls negativ s, aber vermutlich ebenfalls nur mittel- und langfristig zu spüren sein. Die direkten und indirekten negativen Effekte der weltweiten COVID-19-Krise werden jedoch die Folgen des Brexits bei weitem übertreffen.